



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

BUREAU DE LA POLICE GÉNÉRALE

*Chef de Bureau M. Buiatti* ✓

Affaire suivie par : Mme Faraut

MF/HB

ENV/FARAUT/ARRETE/SGP

n° 12868

le préfet des Alpes-Maritimes  
officier de la Légion d'honneur  
chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU le code de l'environnement, livre V, titre I,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi du 19 juillet 1976, (Titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement),
- VU la nomenclature des installations classées,
- VU l'arrêté préfectoral en date du 5 décembre 1997 autorisant la Société Grassoise de Parfumerie (S.G.P.) à exploiter à Grasse - ZI du Carré, un établissement de fabrication de matières premières destinées à l'industrie de la parfumerie,
- VU la demande présentée par la S.G.P. en vue d'une mise à jour des rubriques autorisées,
- VU le rapport de l'inspecteur des installations classées,
- VU l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène en sa séance du 27 janvier 2006,
- LA Société Grassoise de Parfumerie ayant été informée selon les modalités fixées par les articles 10 et 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, et ayant admis les prescriptions imposées par le conseil départemental d'hygiène,
- SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1er**

Le tableau de nomenclature de l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du 5 décembre 1997 autorisant la société grassoise de parfumerie, dont le siège social est situé au 12, boulevard Pasteur - 06130 Grasse, à exploiter un établissement de fabrication de matières premières destinées à l'industrie de la parfumerie sur la ZI du Carré à Grasse, est modifié de la façon suivante :

Rubrique	Désignation de l'activité	Régime	Observations
1150-1b	Stockage et emploi de substances et préparations toxiques particulières : 1. Sulfate de diméthyle – La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : b) inférieure à 2 t	A	V = 450 kg (diméthyl-sulfate)
1431	Fabrication industrielle de liquides inflammables	A	Q ~ 15 t
1432-2b	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables 2. stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m <sup>3</sup> mais inférieure à 100 m <sup>3</sup>	D	Volumes en équivalent 1 <sup>ère</sup> catégorie : - Catégorie B < 90 m <sup>3</sup> - Catégorie C < 7 m <sup>3</sup> - Catégorie D < 1 m <sup>3</sup> soit une capacité équivalente inférieure à 100 m <sup>3</sup> (équivalent 1 <sup>ère</sup> catégorie)
1433-B-b)	Installation de mélange ou d'emploi de liquides inflammables B – Autres installations Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est : b) supérieure à 1 t mais inférieure à 10 t	D	Q ~ 3 t (équivalent 1 <sup>ère</sup> catégorie)
2921-1b	Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air 1. Lorsque l'installation n'est pas du type "circuit primaire fermé" b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 2000 kW	D	1 TAR Puissance thermique évacuée maximale = 1000 kW

A : Autorisation

D : Déclaration

## ARTICLE 2

Le chapitre 1.9 de l'article 2 relatif aux prescriptions particulières est complété par un sous-chapitre 1.9.3 rédigé comme suit :

### 1.9.3. Emploi et stockage du sulfate de diméthyle

#### 1.9.3.1. Stockage du sulfate de diméthyle (DMS)

Le stockage de DMS est localisé à l'intérieur du bâtiment 3. En présence de DMS, aucun produit inflammable ne devra être stocké à l'intérieur de ce bâtiment.

#### 1.9.3.2. Emploi et manipulation du DMS

Lors de sa mise en œuvre, le DMS est envoyé sous pompe dans un réacteur à pression atmosphérique.

#### 1.9.3.3. Comportement au feu des bâtiments

Les locaux abritant les installations de stockage et emploi du DMS doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure,

#### 1.9.3.4. Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible et/ou toxique.

### ARTICLE 3

L'arrêté du 13 décembre 2004 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2921 Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air est applicable.

### ARTICLE 4

Les dispositions du présent arrêté sont applicables dès notification à l'exploitant.

ARTICLE 5 : lesdites prescriptions sont imposées sous réserve des droits des tiers, tous moyens et voies de droit étant réservés à ces derniers pour les dommages que pourrait leur causer l'établissement dont il s'agit.

«DELAI ET VOIE DE RECOURS (article L. 514-6 du code de l'environnement) :

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée».

ARTICLE 6 : un extrait du présent arrêté, notamment les prescriptions auxquelles les installations seront soumises sera, aux frais de la Société Grassoise de Parfumerie inséré par les soins du préfet des Alpes-Maritimes dans deux journaux d'annonces légales du département et affiché à la mairie de Grasse pendant une durée d'un mois à la diligence du maire de Grasse qui devra justifier de l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera, en outre, affiché par le pétitionnaire dans son établissement.

Article 7 : le secrétaire général de la préfecture des Alpes Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée :

- au sous-préfet de Grasse,
- au maire de Grasse,
- à la Société Grassoise de Parfumerie,
- au directeur départemental du travail et de l'emploi,
- au directeur départemental de l'équipement,
- au directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- à la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales,
- au directeur départemental des services d'incendie et de secours,
- au directeur de la direction interministérielle de défense et de protection civile,
- au directeur régional de l'environnement,
- au délégué de l'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,
- au directeur régional des affaires culturelles,
- au chef de groupe de subdivision des Alpes-Maritimes de la DIRE, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le 10 MARS 2006

pour le préfet,  
Le secrétaire général  
REG-E1135



Benoît BROCARD